



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2566

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à Mme Sandrine Hurel, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Mme Sandrine Hurel. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, alors que des centaines de milliers de Français sont une nouvelle fois dans la rue pour protester contre votre réforme des retraites (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP*)...

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

Mme Sandrine Hurel. ...vous et votre gouvernement restez sourds aux inquiétudes que nos concitoyens expriment depuis plusieurs semaines ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*.)

Oui, il faut réformer notre système de retraite ! (*Exclamations sur les mêmes bancs*.) D'ailleurs les Français l'ont très bien compris et jugent une réforme indispensable. Mais tout comme nous, ils savent qu'une autre réforme est possible, une réforme juste, durable et efficace ! (*Vives protestations sur les bancs du groupe UMP*.) C'est ce que proposent les socialistes (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) un projet qui contrairement au vôtre ne fait pas reposer l'essentiel de l'effort sur les salariés, assure l'équilibre au-delà de 2018, prend véritablement en compte la pénibilité et non l'incapacité et répond à la question des seniors ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*.)

Au lieu d'accepter le dialogue sur cette réforme majeure, vous préférez rester dans le déni. Le déni de la pénurie : dimanche soir, vous affirmiez qu'il n'y aurait pas de pénurie dans le pays. Force est de constater que nos concitoyens ont de plus en plus de mal à trouver de l'essence et que la paralysie guette la France !

(*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*.) Déni de la réalité du mouvement social : depuis la rentrée de septembre, les Français sont de plus en plus nombreux à descendre dans la rue contre votre réforme. Vous préférez ignorer la mobilisation et parier sur la lassitude ! Déni du dialogue : vous persistez à rester, coûte que coûte, sur vos positions en affirmant dans tous les médias que la réforme sera votée en l'état, alors que la reprise de la concertation est la seule issue ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*.) Déni du débat parlementaire (*Très vives exclamations sur les bancs du groupe UMP*)...

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

Mme Sandrine Hurel. ...vous avez interrompu ici même les députés de l'opposition lors du débat sur les retraites, pensant que les Français passeraient outre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP*.)

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

Mme Sandrine Hurel. Enfin, déni de la dégradation de l'image de la France, faite de violences urbaines et d'absence de dialogue !

Monsieur le Premier ministre, allez-vous enfin mettre un terme à la violence sociale dont vous êtes, avec M. Sarkozy, les seuls responsables ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Vives protestations sur les bancs du groupe UMP*.)

M. le président. La parole est à M. Georges Tron, secrétaire d'État chargé de la fonction publique.

M. Georges Tron, *secrétaire d'État chargé de la fonction publique*. Madame la députée Sandrine Hurel, après un tel effort, je vous propose d'essayer, ensemble, de retrouver un tout petit peu de calme et de sérénité (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) pour tenter, une seconde fois, de répondre sans

s'énervent à la question que vous venez de poser ! (*Exclamations sur les mêmes bancs.*) Je vais vous répondre le mieux possible, car j'ai eu du mal, comme M. Gremetz, d'ailleurs, à vous entendre !

M. Jean-Paul Lecoq. Ce n'est pas une réponse !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. On peut rester calmes et sereins pour traiter de ces problèmes !

(*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Je vous en prie !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. Premier élément d'information, madame la députée, si Éric Woerth n'est pas présent aujourd'hui, c'est parce que la discussion se poursuit au Sénat. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Vous avez beau affirmer qu'il n'y a eu ni discussion ni négociation, mais une centaine d'heures environ se sont écoulées au Sénat et nous avons eu à l'Assemblée nationale un long débat. Vous me permettrez de vous dire, madame la députée, que je suis assez intéressé de vous entendre nous expliquer que vous avez manqué de temps de parole quand je me souviens des heures entières que nous avons passées ici (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), quand je me souviens que le nouveau règlement de l'Assemblée nationale vous a attribué 60 % du temps d'intervention (*Protestations sur les bancs du groupe SRC*)...

M. Jean-Paul Lecoq. Le règlement n'a pas été appliqué !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. ...alors que la majorité, qui est bien la majorité, disposait de 40 % !

(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Vives protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Je me permets de vous rappeler, madame la députée, qu'aux questions d'actualité, si vous êtes aujourd'hui à parité avec la majorité, c'est grâce au règlement, voulu par le président de l'Assemblée nationale ! Alors, soyez gentille, ne nous faites pas de procès d'intention sur la forme ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Enfin, sur le fond, je vous répondrai, madame la députée, nous avons modifié le texte à dix-huit reprises depuis le début de la discussion et que nous avons eu plus de cinquante réunions avec les organisations syndicales ! Alors, même dans l'énervement de la question, même si beaucoup de choses se disent rapidement, je vous en conjure, restons calmes, maîtres de nous ! La discussion continue et, comme l'a dit le Premier ministre, le texte sera voté au Sénat parce que c'est la légitimité du Parlement que de le faire ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Sandrine Hurel](#)

Circonscription : Seine-Maritime (11^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2566

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Fonction publique (II)

Ministère attributaire : Fonction publique (II)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 octobre 2010